

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Projet de Loi « Climat & Résilience » Toujours plus de taxes pour moins de camions français sur nos routes.**

Issu de la convention citoyenne, le projet de loi « Climat et résilience » est actuellement débattu à l'Assemblée nationale. Malgré quelques oppositions argumentées à très juste titre et balayées d'un revers de la main, les Députés viennent de voter une série de mesures qui vont fortement handicaper des entreprises de transport déjà mises à mal par une pandémie qui dure déjà depuis plus d'un an, le mouvement des gilets jaunes, la réforme des retraites

#### **La transition énergétique : oui, mais comment ?**

Depuis plusieurs mois, l'ensemble des Organisations professionnelles du Transport (FNTR, TLF, OTRE) n'ont de cesse d'alerter : « taxer les entreprises de transport n'aura aucun impact sur la qualité de l'air que nous respirons, bien au contraire ! »

Il serait beaucoup plus judicieux de les accompagner à verdir leurs flottes de véhicules plutôt que de rajouter de nouvelles taxes à un secteur dont la marge est déjà très faible. Il en va de la survie d'un grand nombre d'entreprises.

Il est regrettable de constater que ce texte de loi, en plus de fixer des objectifs utopistes, ne propose pas de réelles solutions afin d'arriver à cette transition énergétique tant espérée.

#### **La concurrence étrangère a encore de beaux jours devant elle !**

Ce projet de loi a pour nette ambition d'augmenter la fiscalité qui pèse sur les entreprises françaises au travers de ses deux mesures phares : la suppression du remboursement de TICPE à l'horizon 2030 et le retour de l'écotaxe sous une forme régionale. Ces deux points sont sujets à de grandes crispations parmi les transporteurs, et à juste titre !

Seule la compétitivité du pavillon français risque d'en pâtir. En effet, face à une concurrence européenne toujours plus agressive, et surtout bien moins couteuse, nos transporteurs français pourraient bien petit à petit disparaître. Mais ne nous trompons pas ! Ils seront bel et bien remplacés par des camions étrangers bien moins soucieux de notre chère planète. Les Français ne verront donc absolument pas la différence sur les routes et les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas prêtes de diminuer.

Et n'oublions pas que si les entreprises de transport disparaissent, les emplois du secteur également. Les salariés du secteur accepteront-ils de se voir sacrifiés sur l'autel de la transition écologique ? Rien n'est moins sûr. Un comble pour un Gouvernement qui prétend vouloir conserver la maîtrise des secteurs stratégiques et garantir sa souveraineté.

#### **Un pouvoir d'achat qui n'est pas prêt de s'améliorer.**

Cette hausse de la fiscalité programmée pour les entreprises sera obligatoirement accompagnée d'une hausse significative du prix des transports. Cette hausse sera très certainement répercutée sur les consommateurs qui verront une nouvelle fois leur pouvoir d'achat diminuer et nuls doutes qu'ils sauront s'en rappeler lors des prochaines échéances électorales.

Le pavillon français a déjà subi une âpre concurrence de la part des entreprises étrangères, ce qui a engendré la perte de 80 % de ses parts de marché à l'international en 20 ans. Souhaitons-nous également leur faire perdre leur souveraineté sur le territoire national ? Il ne faut pas oublier qu'un conducteur venant d'un autre pays européen ne consommera certainement pas sur notre territoire, contrairement aux nôtres. Et là encore, c'est l'économie française qui sera la grande perdante !

**La colère s'intensifie dans le secteur du transport et de la logistique et, contrairement, à ce que laisse entendre le Gouvernement ainsi que certains députés de la majorité, nous n'acceptons certainement pas les injustices que va générer ce texte de lois.**